

Eloi Laurent: «Sortir de la croissance, c'est revenir à la réalité»

PAR ROMARIC GODIN
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 5 NOVEMBRE 2019

Dans un entretien à Mediapart, l'économiste Éloi Laurent, auteur de *Sortir de la croissance*, explique en quoi la dépendance au PIB nuit au bien-être humain. Pour en sortir, il propose de changer de priorités et d'indicateurs.

Éloi Laurent est économiste senior à l'OFCE, professeur à Sciences-Po et à Stanford, aux États-Unis. Il est un de ceux qui, depuis des années, mettent en doute les fondements mêmes de l'économie d'aujourd'hui, et notamment son obsession pour le PIB et la croissance. Il y oppose la coopération, la confiance et le respect de l'environnement. Son travail consiste à montrer combien ces principes sont à la fois combattus par les politiques néolibérales et néanmoins encore riches de possibilités.

Dans *Le Bel Avenir de l'État-providence* (éditions Les Liens qui libèrent, 2014), il défendait une vision renouvelée du rôle de l'État comme contrepoint et non plus soutien au rôle des marchés. Dans *L'Impasse collaborative* (éditions Les Liens qui libèrent, 2018), il montrait comment l'économie numérique sapait les bases de toute coopération. Enfin, dans *L'Économie de la confiance* (La Découverte, 2019), Éloi Laurent

insistait sur l'importance de la confiance dans l'économie et démontrait le mauvais usage du terme par les politiques néolibérales.



Éloi Laurent. © DR

En cette rentrée, il publie un livre au sujet brûlant d'actualité, *Sortir de la croissance : mode d'emploi*, aux éditions Les Liens qui libèrent. Au fil des 203 pages, il tente d'identifier ce qui résiste dans le système économique et politique au traitement nécessaire des deux urgences du moment : le combat contre les inégalités et la lutte contre le changement climatique. Son enquête est claire : l'obsession de la croissance, la focalisation des politiques sur l'accroissement infini du PIB empêchent toute évolution sérieuse. Partout où est la nécessité de la croissance de cet indicateur fétiche et pourtant hautement discutable qu'est le PIB gît un obstacle, surgit une résistance au bien-être humain.

Loin de l'image radieuse et positive de la croissance à laquelle les politiques et les économistes nous ont habitués, Éloi Laurent y voit un poison violent capable de détruire les solidarités, l'environnement, le bien-être, autrement dit la vie humaine.

Il convient donc de toute urgence de se débarrasser de ce poison. Pour Éloi Laurent, Il n'est pas nécessaire d'en passer par une abolition du capitalisme qu'il rejette, mais par la mise en place d'un capitalisme régulé, débarrassé de son obsession comptable pour la croissance. Dès lors, le changement passe par une révolution des indicateurs. Il faut introduire de nouveaux critères sociaux et environnementaux à l'aune desquels seront jugées les politiques économiques.

Sa méthode est simple : débusquer les endroits où se cache l'obsession de la croissance et les remplacer par d'autres critères plus humains. Cette conception humaniste et réaliste de l'économie devient une urgence, même pour ceux qui souhaiteraient aller ensuite plus loin. Car alors que le néolibéralisme semble inopérant pour répondre à ces demandes sociales et environnementales, il continue à régner faute d'alternatives qui s'imposent. Et progressivement, il prend une tournure autoritaire. La vision d'Éloi Laurent pour se débarrasser d'une croissance fictive et néfaste semble alors non seulement d'une grande actualité, mais également fort salutaire.

Pour relativiser la croissance et permettre d'en sortir, vous relativisez les modes de calcul de la croissance. À commencer par le PIB. Pourquoi ne représente-t-il pas un instrument de mesure de la prospérité et du bien-être ?

Éloi Laurent : Il faut replacer les indicateurs dans le contexte historique qui leur a donné naissance. Pour le PIB, il y a deux moments fondamentaux. Le premier, c'est 1931, lorsque les membres du congrès des États-Unis demandent à Simon Kuznets, économiste à Harvard, de construire un indicateur pour mesurer les effets de la grande dépression. Ces derniers se rendent compte que la crise est alors un phénomène général, systémique. On ne l'appelle pas encore macroéconomique puisque la macroéconomie n'est pas encore inventée, elle le sera par Keynes en 1936. Mais cette macroéconomie est bien la première tentative de penser l'économie de façon globale. Les membres du Congrès formulent déjà cette demande : celle de mesurer une crise globale par un indicateur global.

Kuznets construit donc un indicateur agrégé qui a montré que l'économie des États-Unis s'était bien effondrée, puis s'est redressée avec le New Deal. Ce premier épisode montre que le PIB n'est pas un indicateur de développement, mais que c'est un indicateur de crise. Du reste, dès 1934, Kuznets

prévoit que son PIB n'est pas un indicateur de bien-être. Et il ajoute qu'il faut, pour cela, mesurer les inégalités.

Deuxième moment historique de la fondation du PIB, c'est la conférence de Bretton Woods en 1944. Keynes et ses équipes, qui participent à cette conférence, travaillent alors à l'amélioration de l'indicateur de Kuznets. Et c'est à cette conférence que l'on établit le PIB par habitant comme mesure commune de développement. C'est à ce moment-là que l'indicateur créé pour mesurer une crise devient un critère international de développement et un moyen de classer les nations. Mais dans les deux cas, ce n'est absolument pas le bien-être humain qui est l'élément central.

Par ailleurs, parallèlement, le PIB devient de plus en plus important pour les politiques économiques à une époque où l'on connaît une forte croissance industrielle, où la crise écologique n'existe pas et où la question des inégalités est secondaire. Autrement dit, les trois sujets centraux du début du XXI^e siècle sont très peu présents à ce moment et cela contribue au succès du PIB.

Vous insistez sur l'utilisation détournée des travaux de l'inventeur du PIB, Simon Kuznets, et sur le rôle central que cela va avoir...

Oui, Simon Kuznets, c'est l'homme des trois tours de passe-passe. Alors qu'il met en garde pour dire que la croissance du PIB n'est pas un indicateur de bien-être, on va lui faire dire que croissance et bien-être sont la même chose. Et encore aujourd'hui, lorsque vous discutez avec les responsables politiques, vous vous rendez compte que, pour eux, la croissance est le progrès social. Ils ne comprennent pas que la croissance du PIB est un indicateur limité.

En 1955, Simon Kuznets publie un article qui introduit sa fameuse courbe en cloche entre le niveau du développement économique et le niveau des inégalités. Schématiquement, les inégalités augmentent au début du développement, puis se réduisent une fois un certain niveau atteint. La croissance serait alors la solution aux inégalités. Mais Kuznets n'a jamais dit cela : il a au contraire

prévenu qu'il fallait, une fois le haut de la courbe atteint, des politiques de redistribution pour obtenir cette réduction des inégalités. Si ces politiques ne se mettent pas en place, le développement économique se poursuit, le PIB par habitant augmente, mais les inégalités stagnent. C'est le cas de la Chine aujourd'hui.

Enfin, dans les années 1990, on va aller encore plus loin en utilisant sa courbe pour décrire les dégradations environnementales. Cette « courbe environnementale de Kuznets » construite par les économistes de la Banque mondiale prétend alors que les dégradations augmentent au début du processus de développement, puis, une fois un plateau atteint, plus on devient riche et moins on détruit l'environnement. Plus on est riche, plus on est « propre » parce qu'on mettrait en place des politiques de défense de l'environnement. C'est évidemment faux sur le plan empirique, mais cela va avoir une réelle force.

Kuznets se retrouve donc au centre de trois idées extrêmement puissantes jusqu'à nos jours : la croissance, c'est le bien-être ; la croissance résout les inégalités et la croissance est la solution à la crise écologique. Ce que je démontre dans l'ouvrage, c'est que ces trois idées sont fausses : la croissance n'est pas le bien-être, la croissance ne résout pas la crise des inégalités qu'elle ne permet même pas de mesurer et la croissance ne résout pas la crise écologique, mais au contraire l'aggrave.

Des politiques économiques dépendantes de la croissance

La conséquence serait alors d'abandonner la dépendance au PIB des politiques économiques. En France, on constate les effets de cette dépendance puisqu'on a conçu la croissance moindre du PIB par habitant comme un signe de déclin justifiant

les « réformes structurelles » alors même que l'on a pu contenir les inégalités. Comment concevez-vous cette dépendance ?

ÉLOI LAURENT

SORTIR
DE LA
CROISSANCE
MODE
D'EMPLOI

L.L.L. LES LIENS QUI LIBÈRENT

« Sortir de la croissance », Les Liens qui libèrent, 2019. © DR

Pour moi, il existe trois grandes dépendances à la croissance dans un pays comme la France, qui reste représentatif des pays de l'OCDE. La première, c'est celle de la dépendance de la politique économique à la croissance dans sa formation. La politique économique vise la croissance du PIB. C'est donc une dépendance à l'objectif.

La deuxième dépendance est celle de la dépense sociale à la croissance. Un des arguments des partisans de la croissance est ainsi de prétendre que pour redistribuer, il faut produire et que s'il n'y a pas de création de richesses, il n'y aura pas de politique sociale. La croissance serait donc le préalable au modèle social.

La troisième dépendance est idéologique. Elle repose sur l'instrumentalisation néolibérale de la croissance pour faire progresser les inégalités. Ce discours est très présent dans le discours d'Emmanuel Macron et de son gouvernement. On explique ainsi qu'il faut réformer les retraites parce qu'il faut maintenir les dépenses liées aux pensions à un certain niveau de PIB.

Si l'on reprend ces trois dépendances, on peut aisément les démonter. C'est assez simple pour la dépendance à l'objectif. Car si vous définissez à

l'origine un objectif et que vous voulez l'atteindre, vous ferez des politiques pour répondre à cette cible. Si votre objectif est donc d'augmenter le PIB de 2 % par an, vous allez tout faire pour l'augmenter. Or, le meilleur moyen d'augmenter le PIB, c'est d'augmenter les inégalités.

J'en veux pour preuve le plan fiscal de Trump de 2017 : c'est une gigantesque redistribution des pauvres vers les riches qui fait augmenter la croissance. Et quand Donald Trump dit : « *Nous sommes de nouveau l'envie du monde avec notre taux de croissance* », il a raison. Il est l'envie du monde, d'Emmanuel Macron et de bien des dirigeants. Mais ce qu'il a fait, concrètement, c'est qu'il a appauvri son État, fracturé un peu plus la société, redistribué de façon inutile de l'argent aux plus riches. Mais le PIB a augmenté. C'est donc la démonstration par l'absurde que, lorsque vous visez la croissance, il n'y a pas mieux que la hausse des inégalités.

À part évidemment la destruction des écosystèmes puisque, lorsque vous détruisez vos écosystèmes, vous ne comptabilisez pas les destructions, mais vous comptabilisez les moyens que vous utilisez pour le réparer. Aujourd'hui, donc, augmenter la croissance signifie augmenter les inégalités ou détruire les écosystèmes.

Grosso modo, ce serait donc ou Trump ou Bolsonaro...

Oui et c'est la preuve qu'il est désastreux de fonder des politiques économiques au XXI^e siècle sur un indicateur qui conduit à détruire le bien-être humain ici et maintenant avec la cohésion sociale, et le bien-être humain demain avec la destruction des écosystèmes. Mais c'est le reflet de la dépendance à la croissance de ces politiques. Et en France, on est complètement dans ce système.

Mais qu'en est-il de la dépendance à la croissance des politiques sociales ?

Pour moi, c'est une mythologie. Si l'on prend les grands postes de dépenses sociales que sont les retraites et la santé, on constate que leur niveau dépend de la structure démographique, des politiques

de redistribution, des politiques d'éducation ou de santé. C'est cela qui va déterminer à long terme la viabilité des systèmes sociaux. La croissance, dans cette équation, a un impact marginal. Dans les grands scénarios de retraite, par exemple, on voit que ce qui détermine les écarts, c'est la productivité du travail. Mais la productivité du travail n'est pas déterminée par la croissance : elle dépend bien plus du niveau de santé et d'éducation, de l'organisation du travail, de la qualité des institutions ou de la recherche... C'est la population qui est à l'origine de cette richesse.

Il n'est de richesse que d'hommes. La question n'est donc pas de dépendre de la croissance mais bien plutôt de savoir de quoi la croissance dépend. Et de quoi dépend-elle ? De tout ce que les politiques de Trump sont en train de massacrer. Les États-Unis sont intéressants pour cela : c'est le poste avancé de la politique de la terre brûlée au nom de la croissance. On voit ce pays qui est en train de s'abîmer dans cette quête artificielle, qui est capable de détruire ses infrastructures, son système de santé, ce qui reste encore de confiance dans ses institutions pour faire 3 % de croissance pendant six mois. Parce que, à la première bourrasque, cette illusion de la croissance disparaîtra. Voilà pour moi cette grande illusion qui se cache derrière l'idée de ce soi-disant besoin de croissance.

On constate d'ailleurs une décorrélation de plus en plus forte entre les croissances économiques et les évolutions de la productivité du travail dans les pays avancés. En sauvegardant l'objectif de la croissance, on détruirait donc les fondements de l'économie ?

J'essaie de ne pas être un économiste borné. J'ai débuté comme macroéconomiste parce que je percevais les limites de la microéconomie. Puis, j'ai compris que même la macroéconomie avait des limites, parce qu'il faut pousser les interactions humaines vers la biosphère. Et donc on va vers quelque chose de plus complexe qui est l'économie écologique.

Mais même si vous êtes borné, que vous n'allez pas plus loin que les trois premiers chapitres de *La Richesse des nations* d'Adam Smith, ce dernier dit

dans une langue cristalline que la clé de la richesse c'est l'homme par la productivité du travail. Il existe d'ailleurs une thèse qui circule actuellement aux États-Unis et qui défend l'idée que la révolution industrielle trouve sa thèse dans le savoir-faire plus que dans les grandes machines comme on le croit généralement. Finalement, ce serait donc davantage la coopération sociale qui expliquerait la croissance de la productivité du travail.

Donc, si même vous pensez que la richesse des nations réside dans la productivité du travail, et je pense que cela ne se limite pas à cela, alors le discours sur la croissance ne tient absolument pas la route. L'augmentation du PIB ne conduit pas à l'augmentation de la productivité, c'est le contraire. Même du strict point de vue économiciste, cela ne tient pas la route. Alors si vous êtes, de surcroît, un économiste du XXI^e siècle et non plus un économiste de la fin du XVIII^e siècle comme Adam Smith, vous réalisez que c'est beaucoup plus complexe puisque ce qui fait la productivité du travail, c'est non seulement la santé et l'éducation, mais, au-delà, l'air, l'eau, les écosystèmes et la biodiversité. Si vous avez une augmentation des températures de 3 degrés, avoir une croissance de 3 ou 4 % n'a plus aucune importance. Tout cela sera balayé en dix ans.

Dès lors, dans une société malade comme l'est celle des États-Unis, il n'est pas étonnant que la productivité ralentisse. Et si à cause de la pollution de l'air, vos enfants sont asthmatiques ou que vous devez éponger votre maison tous les ans à cause des catastrophes climatiques, il n'est pas étonnant que personne n'ait envie de devenir productif.

Mais ce qui me frappe, c'est le besoin d'actualiser cette pensée économique. Je crois que c'est un défaut de formation intellectuelle. Un dirigeant comme Emmanuel Macron, qui est plus jeune que moi, qui a été formé aux meilleures écoles, ne comprend rien à l'économie. La question n'est pas de savoir s'il comprend quelque chose à l'écologie. Pour lui, l'économie, ce sont des start-up et de la finance. Mais il ne saisit pas ce qui fait la force de l'économie française, ce qui sous-tend sa prospérité.

L'ambition du président de la République de vouloir « 25 licornes pour 2025 » [une licorne est une start-up de plus d'un milliard de dollars de valorisation boursière] traduit parfaitement ce décalage avec le besoin de bien-être écologique et social...

Je pense qu'effectivement, il est important de souligner que les irréalistes sont les autres. Il faut que le réalisme économique change de camp. Ceux qui prétendent détenir cette rationalité économique sont ceux qui vivent dans un monde différent de celui de la réalité économique. Ce sont des gens qui ne regardent pas la façon dont les économies fonctionnent. Si on enlève de l'économie française la santé, l'éducation et la mutualisation des dépenses sociales, l'impact est fondamental. Tout cela soutient des niveaux de vie et de la consommation. C'est cela la macroéconomie. Mais Emmanuel Macron n'en est même pas à ce stade macroéconomique.

D'une certaine façon, la sortie de la croissance, c'est un retour à la réalité. Ce n'est pas une fuite vers l'idéal et l'irénisme, c'est au contraire ancrer à nouveau les économies dans la réalité. Cet ancrage doit être double : d'abord, l'ancrage social qui est très important en France et qu'on est sur le point de déboulonner, et puis l'ancrage « terrien », qui est celui de la question écologique. Pour cette raison, ceux qui sont les vrais naïfs, ce sont les partisans de la croissance.

L'économie ne prend plus la physique au sérieux

La troisième dépendance que vous évoquiez était la dépendance idéologique. Sur quoi repose-t-elle ?

Principalement sur la justification de tout au nom de la croissance. Il faut s'imaginer un navire à moteur dont le capitaine propose d'arracher les rames, les voiles, le mât pour aller plus vite et financer l'achat de combustible pour le moteur. Puis, on commence à arracher la coque et le reste. Et le bateau, étrangement, finit par couler. C'est cela l'instrumentalisation de la croissance. On nous dit qu'il faut tout mettre dans la chaudière pour faire de la croissance : la santé, l'éducation, le social, tout. C'est ce que j'appelle les

« forcenés de la croissance ». C'est cette image du navire qui s'autodétruit à mesure qu'il va de plus en plus vite. Tout doit y passer.

La loi travail, c'était cela : on sacrifie le bien-être des salariés pour augmenter la croissance. Et puis, on fait travailler les gens de plus en plus pour la croissance. C'est le modèle des États-Unis : des gens qui vont travailler en étant malades pour la croissance. Ensuite, on a défendu l'idée qu'il fallait distribuer de l'argent au 0,1 % les plus riches pour voir le ruissellement. On ne voit rien, cela fait 25 ans que ça dure, mais on continue et pour financer ces politiques, on commence à attaquer la Sécurité sociale. La dernière manœuvre du gouvernement, c'était de mettre en déficit la Sécurité sociale pour lui faire payer des mesures de redistribution, alors qu'elle est viable pour des raisons profondes de démographie et d'institutions qui tiennent encore en France.

Ce n'est pas de la croissance, c'est de la démutualisation. En France, on a mutualisé la richesse sociale, et on défait cela. On a construit de la solidarité sociale, et on fait de la désolidarisation. Ces dépenses ne vont pas disparaître. Les dépenses sociales les plus importantes du monde se trouvent aux États-Unis et en France. Mais aux États-Unis, elles sont majoritairement privées. Si vous pratiquez une politique de désolidarisation de ces dépenses, vous allez augmenter la part privée et donc la croissance, mais vous allez créer des inégalités.

Il faut aussi souligner que si les dépenses de santé sont si élevées aux États-Unis, c'est parce que le système est privé et largement inefficace. Ce ne sont que des oligopoles et des monopoles qui font que le prix des médicaments est très élevé. Ces politiques de démutualisation ont un coût économique catastrophique : on fera le même niveau de dépenses avec moins d'efficacité. C'est donc absurde économiquement parce que cela démonte ce qui a fonctionné. La croissance n'est pas seulement immorale, elle est dangereuse, parce qu'elle conduit à ces politiques. Ces politiques sont des boussoles qui indiquent le sud.

Concernant l'environnement, on a le sentiment qu'on nous propose la même chose dans le domaine du social : compter sur le secteur privé en « incitant » à des investissements verts pour construire une forme de « croissance verte ». Peut-on sortir de la crise écologique par la croissance ?

Certainement pas. Et c'est pourtant une des idées les mieux partagées au monde. Je me souviens d'une couverture de *The Economist* voilà quelques années qui titrait : « *Comment la croissance va sauver la biodiversité* ». C'était simplement l'application de la courbe environnementale de Kuznets, démystifiée voilà vingt-cinq ans. Mais beaucoup en sont encore là.

Certes, certaines entreprises ou certains secteurs vont plus vite que les États ou les autorités pour prendre en compte le risque écologique dans leurs modèles d'entreprises. C'est vrai que certaines entreprises vont vite parce que leur survie en dépend. Mais la vitesse du changement climatique est encore plus rapide. On est en train de perdre cette course. La vraie question est de savoir à quelle vitesse on va être capable de faire payer aux entreprises d'extraction d'énergies fossiles, qui sont les entreprises les plus rentables de l'histoire du capitalisme, le coût invraisemblable qu'elles ont imposé et qu'elles imposent encore aux sociétés humaines.

Il y a une course de vitesse engagée entre le secteur privé pour la survie des actifs face au choc climatique. Mais cette course dépend largement des politiques publiques et, principalement, du contenu que l'on donnera à l'accord de Paris. Tant que ce sera « *mouth without teeth* », une bouche sans les dents, comme disent les Anglais, alors les politiques publiques n'influenceront pas les politiques privées. La clé réside donc dans ces politiques : réduire les émissions de CO₂ et renforcer les surfaces protégées. Ce ne sont pas des politiques de prix.

Cela ne veut pas dire que le prix du carbone n'est pas important. James Boyce, dont j'ai traduit le livre qui paraîtra en français en janvier 2020, et qui est un des premiers à avoir interrogé le lien entre les problématiques sociales et écologiques, est ainsi partisan des « dividendes du carbone » intégralement

redistribués. Mais le prix est fondé sur la science du climat et intégralement redistribué. C'est donc une économie encadrée par la physique et l'éthique. Cela est complètement acceptable pour moi.

Il existe donc toute une palette de politiques possibles. Mais ce qui va nous sortir de la crise écologique, ce n'est pas la croissance, mais la prise en compte d'objectifs physiques quantitatifs qui ne sont pas monétarisés. Les trois critères du changement climatique, ce sont des mesures biophysiques : température, concentration et émission des gaz à effet de serre. Aucun de ces indicateurs n'est monétarisé. La question est comment prendre en compte ces indicateurs dans l'économie.

Et cette question nous amène au sujet central de la relation de l'économie et de la physique. L'économie a un complexe d'infériorité par rapport à la physique. Adam Smith a été influencé par Newton et les premiers économistes voulaient s'inspirer de la physique.

Mais aujourd'hui, les économistes ne prennent plus la physique au sérieux. Les économistes se moquent totalement de l'environnement : on le voit dans un article récent qui montre que dans les trois premières revues d'économie, il n'y a aucun papier sur le climat. Ce qui montre une chose simple : l'économie académique est un obstacle à la transition écologique. Les économistes sont ceux qui disent : les politiques de transition coûtent trop cher, le changement climatique ne sera pas si coûteux, on a les instruments pour faire face... L'économie est donc une force d'inertie incroyable.

Sortir de la croissance ou du capitalisme ?

Enfinement, cela rejoint l'idée que le capitalisme aurait dépassé toutes les oppositions et que la crise climatique ne serait qu'une crise de plus. Peut-on sauver le climat dans le capitalisme ?

La réalité, c'est que le capitalisme est plus résilient que la biosphère, mais qu'il n'y a pas de capitalisme sans biosphère. La vraie question est de savoir de quel capitalisme on parle. S'il s'agit du capitalisme dans lequel les marchés et la croissance sont des réponses à tout, alors on va à la catastrophe. Les

prix de l'énergie depuis dix ans sont sans aucune mesure avec la question climatique. Donc, l'idée que ce sont les marchés de l'énergie qui vont trouver une solution miracle aux émissions est fautive. Mais si l'on parle d'un capitalisme dans lequel l'État n'est plus une force qui sert les intérêts des marchés comme l'est le capitalisme néolibéral, mais, au contraire, les arrête lorsque ces forces deviennent destructrices, c'est différent et la solution pourrait bien être là.

Les marchés et la croissance aggravent les problèmes, c'est entendu, mais il n'est pas sûr que la solution réside dans la sortie du capitalisme, des droits de propriété privée et la libre entreprise. Cela prendra un temps infini, il n'y a pas de légitimité pour le faire aujourd'hui et il n'est pas sûr que ce soit le problème. Le problème, c'est la croissance financière et technologique d'aujourd'hui. La question de la sortie du capitalisme est, selon moi, très mal posée parce que l'on ne dit pas de quel capitalisme on parle, ni comment on en sort. C'est pour cela que mon livre est un livre sur la sortie de la croissance et non de la sortie du capitalisme.

On pourrait donc sortir de la croissance sans sortir du capitalisme ?

Pour moi, il existe trois arguments pour répondre à cette question. Le capitalisme doit-il se nourrir de la croissance éternelle sous peine de s'effondrer ? Pour moi, il y a un seul exemple valable, c'est le Japon. Voilà un pays qui est sorti de la croissance, qui n'a plus de croissance, mais qui est resté dans le capitalisme.

Ensuite, sortir du capitalisme veut-il dire sortir de la croissance ? Ici, je pense à la Chine. La Chine contrôle les entreprises, la monnaie, il n'y a pas de propriété privée. L'État peut du jour au lendemain reprendre la mainmise sur tout. La Chine n'est pas un pays capitaliste, mais c'est pourtant le pays le plus « insoutenable » de l'histoire économique avec une hypercroissance de 10 % par an pendant quarante ans. Et c'est une destruction massive des écosystèmes : la Chine, c'est un tiers des émissions mondiales de CO₂ pour 15 % de la population. L'impact écologique est vertigineux et ce n'est pas un pays capitaliste.

On pourrait aussi citer l'URSS pour prouver que les économies non capitalistes peuvent détruire les écosystèmes aussi bien que les autres. Pour moi, le problème n'est pas le capitalisme, mais le néolibéralisme.

Enfin, les pays les plus soutenables de la planète, ce sont les pays nordiques qui sont des pays capitalistes. Ce sont des États qui régulent les marchés, qui redistribuent massivement la richesse et qui font des politiques environnementales. Ces pays sont en tête des indicateurs alternatifs en matière économique, social (santé, éducation, justice) et pour les indicateurs de préservation de l'environnement. Or ce sont des pays capitalistes, mais ce ne sont pas des pays néolibéraux, même s'il existe une composante néolibérale qui a conduit à une augmentation des inégalités en Suède depuis un niveau bas. Même s'il existe aussi des tentations sociales xénophobes qui montent en puissance. Mais ce sont des modèles pour moi, même si on ne peut pas tous être suédois.

Pour revenir à cette question du lien entre capitalisme et croissance, je pense qu'on ne peut pas attendre que le capitalisme emporte avec lui la biosphère. C'est pour cela que je propose de sortir de la croissance, qui est un système extrêmement bien en place et très dommageable. Faisons déjà cela et ce sera un grand pas.

Y a-t-il une majorité pour sortir de la croissance ?

Je l'ignore, mais c'est possible. Voyez la convention citoyenne pour le climat. Ces gens représentent la société française, sont tirés au sort et ne se connaissent pas. Vous leur demandez de parler ensemble des principaux obstacles à la transition écologique et le premier résultat qui sort, c'est l'obsession de la croissance. C'est stupéfiant. Je me suis dit en voyant cela que les citoyens sont très en avant. C'est éclatant de vérité.

Mais alors concrètement, comment sort-on de la croissance ?

Ma contribution originale est de dire où est le problème et comment on le résout. Pour moi, le problème est encadré dans des procédures budgétaires qui font que les politiques publiques sont dépendantes

de la croissance. Ce que je propose, c'est d'aller débusquer la croissance là où elle se cache, au cœur de nos institutions. Et de l'en expurger. Je propose de le faire à quatre niveaux : européen, national, local et dans les entreprises.

Au niveau européen, on a le semestre européen qui encadre l'exercice fondamental de la démocratie, l'exercice budgétaire, par des critères en pourcentage du PIB. C'est une double faute à l'égard de l'esprit européen : c'est le choix de la discipline sur la coopération et c'est le choix de la croissance sur le bien-être. On a une nouvelle commission qui prétend vouloir faire un « *green new deal* », mais je dis que cette politique ne sera ni « green », ni « new », si elle reste dans le pacte de stabilité et de croissance. Ce sera le « *old grey deal* » habituel. Le film est connu : tout le monde parlait déjà de cela en 2009 au moment de la grande récession mais on a eu l'austérité parce que l'on avait de mauvais indicateurs. C'était déjà le cas avec la « stratégie de Lisbonne » d'il y a vingt ans.

Rien ne sera possible si on ne change pas cette logique en Europe, c'est-à-dire d'abord dans les politiques nationales qui sont encadrées par ces règles. Les seules réformes que l'on a été capables de faire en Europe, c'est d'intégrer l'économie souterraine dans le PIB pour augmenter la croissance des pays du Sud et desserrer un peu l'étau de ces règles. On veut bien reconnaître les indicateurs alternatifs si ces derniers sont la drogue et la prostitution. On devrait pouvoir trouver des critères un peu plus substantiels du bien-être que la drogue et la prostitution, comme la santé et l'éducation.

C'est pour cela que je propose de mettre en place des critères de coopération afin d'en finir avec la concurrence fiscale et sociale qui démolit depuis trente ans l'UE. Il faut des indicateurs de coopération, avec un niveau minimal d'impôt sur les sociétés et sur les hauts revenus pour éviter qu'ils aillent vers le moins-disant. Et ensuite, il faut viser le bien-être en mettant en avant des indicateurs spécifiques (santé, éducation, environnement). Pour moi, le principal indicateur de

ce type concerne la santé parce que l'on sait désormais que le changement climatique est aussi un enjeu de santé publique.

Au niveau national, j'ai étudié de près les tentatives d'introduire des indicateurs alternatifs. Ceux-ci ont été largement instrumentalisés par les gouvernements Valls. À présent, pour désamorcer les mesures fiscales contraires à l'environnement, on explique qu'on va les réduire, pour 10 millions d'euros sur les 25 milliards d'euros. Il y a donc là un vrai problème d'ordre de grandeur. La Finlande, elle, a deux indicateurs de bien-être, la non-discrimination et l'impact environnemental, et le budget est jugé à l'aune de ces deux indicateurs.

Je propose donc d'instituer un vrai débat avec un véritable état du pays que les parlementaires ne connaissent pas. Ils ne connaissent pas l'état des inégalités et l'état des écosystèmes alors qu'ils s'appêtent à voter un budget qui, parce que l'on a mutualisé les dépenses, est une force d'entraînement très importante.

Au niveau local, j'essaie depuis presque dix ans de mener ce combat sur les indicateurs de bien-être. Il y a là un enjeu majeur sur les municipales. Il faut exiger ces critères en début de mandat, adaptés aux villes avec des citoyens chargés de les définir et de les contrôler. Et en fin de mandat, on rend des comptes là-dessus. Cela peut paraître comme de la « sociale trahison », mais c'est fondamentalement révolutionnaire.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.